Appel "Démantelons le pouvoir des multinationales et mettons fin à l'impunité !"

samedi 4 août 2012

Le site de la campagne : www.stopcorporateimpunity.org

La liste des organisations signataires (état au 4 août 2012) figure en bas de page.

Appel à l'action internationale

Pour la souveraineté économique, politique, culturelle et environnementale des Peuples, mettons fin à l'impunité des multinationales maintenant !

Il est temps d'unir les centaines de luttes, campagnes, réseaux, mouvements et organisations qui combattent de différentes manières contre les multinationales qui s'approprient nos destins, notre patrimoine naturel et nos droits aux quatre coins de la planète.

La mondialisation néolibérale a ouvert les portes à l'exploitation sauvage du monde par les grandes puissances économiques et financières. Elles ont progressivement pris possession de nos vies et de la planète, se couvrant d'impunité par le démantèlement et la violation systématique des législations et la signature d'accords internationaux de commerce et d'investissement, qui donnent plus de droits aux « investisseurs » et au capital qu'aux citoyens. Ainsi, les droits des peuples ont été systématiquement violés, la Terre et ses ressources détruites, pillées et polluées et les résistances criminalisées, alors que les entreprises continuent de commettre leurs crimes économiques et écologiques en toute impunité. Poussés par leur impératif de maximiser les profits, les multinationales cherchent à dresser les travailleurs des différentes régions les uns contre les autres dans ce qui est une course vers le bas pour les populations travaillant sur la planète.

La gouvernance et les politiques des institutions internationales (FMI, BM et l'OMC) servent depuis longtemps les intérêts des entreprises, tandis que les institutions de l'ONU et l'UE sont de plus en plus captées par les entreprises multinationales, comme en témoignent les politiques élaborées pour satisfaire les intérêts du capital et le refus systématique de ces institutions de leur imposer des limites.

Dans la plupart des pays, les gouvernements sont au service des intérêts des entreprises et contre nous, la majorité. Mettant de côté les principes démocratiques, ils usurpent les institutions et, avec la complicité des élites nationales, réussissent à faire changer les lois et les politiques qui permettent aux entreprises de continuer de piller les richesses des nations et de maintenir une relation de prédation envers la nature. Pour faire face à la montée des critiques au sujet de leurs agissements envers les populations, les entreprises multinationales ont conçu des outils tels que la responsabilité sociale des entreprises visant à assainir leur image, tout en leur permettant de continuer à augmenter leurs profits. En outre, ils contrôlent les grands médias de communication, lesquels jouent un rôle clé en assurant la continuité de leur hégémonie.

Agissant avec brutalité dans les pays riches dont elles sont originaires, mais surtout dans les pays de l'hémisphère Sud - et de plus en plus dans les pays émergents comme le Brésil, l'Inde, la Chine et la Russie - les grandes entreprises s'approprient de manière croissante notre richesse et nos droits. Leur monopole économique croissant, leur pouvoir politique et leur contrôle sur le système judiciaire détruisent notre droit à une vie décente, dominant les habitudes culturelles et de consommation de nos peuples et nations.

Les entreprises multinationales ont marchandisé la vie et continuent de s'emparer de nos territoires, des

forêts et de l'eau, et transforment les relations sociales et humaines. Aujourd'hui, par exemple, la santé et l'éducation sont considérés comme des privilèges pour ceux qui ont de l'argent, et non comme des droits universels de tous les peuples. Avec la crise aux Etats-Unis et dans divers pays européens, les banques ont exproprié des milliers de personnes. En Europe, ils ont imposé des mesures d'austérité qui sont une réplique des programmes d'ajustement structurel mises en œuvre dans les pays du Sud pour faire face à la soi-disant dette externe. Aujourd'hui, nous assistons à des attaques sans précédent contre les services publics, les droits du travail et les programmes sociaux, tandis que les gouvernements utilisent les fonds publics pour sauver les excès des marchés et les institutions financières.

Les entreprises multinationales opèrent au niveau mondial, se déplaçant d'un pays à l'autre, tout en appliquant la même recette pour générer des profits à tout prix. C'est nous, les 99%, qui en payons les coûts. Pourtant, les résistances grandissent chaque jour partout sur la planète. Il y a toujours plus de communautés, de mouvements et des peuples qui luttent contre les multinationales. Ils se confrontent souvent à des entreprises ou des secteurs spécifiques mais ils ont remporté d'importantes victoires. Même si nous n'avons pas réussi à enrayer l'avancée des multinationales car, en cas de défaite en un endroit, elles ajustent leurs stratégies et passent à une autre, et affrontent tous les obstacles qui se dresse sur leur chemin.

Par conséquent, pour se confronter au pouvoir des entreprises et au système qui le protège et qui profite aux entreprises multinationales, il est urgent et nécessaire d'apporter une réponse systématique. Nous devons unir nos expériences et nos luttes, apprendre collectivement de nos victoires et de nos échecs, partager les stratégies et les analyses, pour mettre fin à l'impunité des entreprises multinationales. Les luttes concrètes de nos communautés contre une entreprise multinationale pourrait être d'autant plus victorieuse si nous sommes capables de les unir avec les efforts menés par d'autres personnes dans d'autres pays, régions ou continents.

Partager nos expériences de modèles de vie distincts de la culture produite par les multinationales et imposées par le capitalisme, qui veut maintenant se déguiser en vert, est également essentiel pour construire une société alternative dans laquelle nous serions protagonistes et souverains.

Nous, les organisations et mouvements soussignés, vous invitons à nous rejoindre et construire ensemble ce processus de mobilisation et de campagne mondiale contre le pouvoir des entreprises et contre leurs crimes contre l'humanité. Démanteler le système de pouvoir des multinationales exige une action mondiale coordonnée : l'engagement dans les luttes dans les différents domaines, en combinant des mobilisations dans les rues et dans les territoires, de l'éducation populaire et des actions dans les parlements, à travers les médias et au sein des organisations et forums internationaux.

En créant un puissant mouvement de solidarité et d'action contre les multinationales, contre leurs apologistes et promoteurs, nous allons commencer à construire un monde libéré de la puissance et de la cupidité des entreprises.

Démantelons le pouvoir des multinationales !

Mettons fin à l'impunité des multinationales.

Liste des signataires

International

Bench Marks Foundation
Bi-regional Europe-Latin America y the Caribbean Enlazando Alternativas Network
Friends of the Earth International
La Via Campesina
OIDHACO
Transnational Institute - TNI
World March of Women

Regional

African Uranium Alliance, Africa
Amigos de la Tierra América Latina y el Caribe - ATALC
CADTM - AYNA, Americas
Campaña Justicia Climática, Americas
Coordinadora Andina de Organizaciones Indigenas - CAOI, Andean region
Focus on the Global South, India/Thailand/Philippines
Hemispheric Social Alliance, Americas
Jubileo Sur Americas
Plataforma Interamericana de Derechos Humanos - PIDDDH, Americas
Red Latinoamericana sobre Deuda, Desarrollo y Derechos - LATINDADD, Americas
Red Vida
Third World Network Africa
Transnational Migrant Platform - Europe

National

ACSUR - Las Segovias, Spain
Action from Ireland - AFRI
Alianza Mexicana por la Autodeterminación de los Pueblos - AMAP
All India Forum of Forest Movement - AIFFM, India
Alliance of Progressive Labour, Philippines
Alternative Information Development Center - AIDC, South Africa
Arlac, Belgium
ATTAC Argentina
ATTAC Austria
ATTAC France
ATTAC Spain
ATTAC Vlaanderen
Beyond Copenhagen, India
Biowatch South Africa
Both ENDS, The Netherlands
Censat Agua Viva - Amigos de la Tierra Colombia
Centro de Investigación y Documentación Chile-América Latina - FDCL, Germany
Co.lectiu RETS, Spain
Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo - CCAJAR, Colombia
Colectivo de Mujeres Hondureñas - CODEMUH, Honduras
Comision Interclesial de Justicia y Paz, Colombia
Commission for Filipino Migrant Workers - International Office
Comité pour le respect des droits humains "Daniel Gillard"
Common Frontiers, Canada
Cristianos de Base, Spain
CSAAWU
EcoDoc Africa

Ecologistas en Acción-Ekologistak Martxan - Ecologistes en Acció, Spain
¿Economía Verde ? ¡Futuro Imposible ! - Alianza por una alternativa ecológica, social y urgente al capitalismo, Spain
Economic Justice Network of FOCCISA, South Africa
Enginyeria sense Fronteras, Catalonia
Entrepueblos, Spain
Environmental Monitoring Group, South Africa
France AmÈrique Latine - FAL, France
Friends of the Earth, Finland
Friends of the Landless, Finland
Fundación Solon, Bolivia
Fundación de Investigaciones Sociales y políticas - FISYP, Argentina
Global Economy Project
Groundwork, Friends of the Earth South Africa
Hegoa, Instituto de Estudios sobre el Desarrollo y la Cooperación Internacional del País Vasco, Basque Country
India FDI Watch, India
Indian Social Action Forum - INSAF, India
Instituto de Ciencias Alejandro Lipschutz - ICAL, Chile
Instituto Equit - Género, Economía e Ciudadanía Global, Brasil
Instituto Latinoamericano para una sociedad y un derecho alternativo - ILSA, Colombia
Janpahal, India
Labour Research Service - LRS, South Africa
Mahlathini Organics, South Africa
Milieu Defensie - Friends of the Earth, Netherlands
Movimiento Rios Vivos, Colombia
Movimiento Social Nicaragüense - Otro Mundo Es Posible, Nicaragua
National Garment Workers Federation (NGWF), Bangladesh
North East Peoples Alliance, India
Observatório de la Deuda en la Globalización - ODG, Spain
Observatorio de Multinacionales en America Latina - OMAL, Spain
PACS - Instituto Políticas Alternativas para o Cone Sul, Brazil
Palenke del Alto Cauca - PCN, Colombia
Partido de la Rifondazione Comunista/Izquierda Europea, Italia
Pax Romana, Switzerland
Philippine Rural Reconstruction Movement - PRRM, Philippines
Plataforma DHESC, Brazil
Plataforma Rural - Alianza por un Mundo Rural Vivo, Spain
Polaris Institute, Canada
REBRIP - Brazilian Network for the Integration of the Peoples, Brazil
Recalca, Colombia
Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio - RMALC, Mexico
Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, Brazil
SEATINI, Zimbabwe
SETEM Catalonia
Sindicato de Trabajadoras de la Enseñanza de Euskalherria - STEE-EILAS, Basque Country
Soldepaz Pachakuti, Spain
Solidaridad Suecia -America Latina - SAL / Latinamerikagrupperna, Sweden
SOMO - Centre for Research on Multinational Corporations, Netherlands
South African and Allied Workers Union - SATAWU, South Africa
South African Water Caucus SAWC, South Africa
South Asian Dialogues on Ecological Democracy
South Durban Community Environmental Alliance, South Africa
Students and Scholars Against Corporate Misbehavior - SACOM, Hong Kong, China

Sustaining the Wild Coast (SWC)

Terra de Direitos, Brazil

ToxicsWatch Alliance - TWA, India

Trust for Community Outreach and Education - TSOE, South Africa

Unidad Ecologica Salvadoreña - UNES, El Salvador

Veterinarios sin Fronteras, Spain

War on Want, England